

Brèves économiques

Afrique de l'Est et Océan Indien

Régional	Publication du <i>Corruption Perception Index 2020</i> de <i>Transparency international</i>
Burundi	Dialogue avec l'UE concernant la levée des sanctions
Comores	Un plan national de gestion des déchets à l'étude
Djibouti	Futur hub régional pour les TIC
Erythrée	Soutien de l'OMS pour la santé maternelle et néonatale
Ethiopie	Approbation et présentation du plan de développement « 10 year Perspective Plan ».
Kenya	Connexion du parc éolien de Kipeto (100 MW) au réseau national d'électricité
Madagascar	Amélioration dans le classement de <i>Transparency International</i>
Maurice	Projets d'aménagement dans la zone industrielle de Riche Terre pour plus de 830 MEUR
Rwanda	Extension du confinement de la capitale
Ouganda	Rapport sur la performance économique de décembre 2020
Seychelles	Avance de la Banque centrale des Seychelles de près de 24 MUSD
Somalie	Discussion d'urgence avec les Etats fédéraux sur fond de crise électorale
Soudan	Conférence des Amis du Soudan
Soudan du Sud	Le Soudan du Sud parmi les pays les plus corrompus du monde en 2020
Tanzanie	La construction d'un nouveau port commercial à Zanzibar réalisé par Oman

Actualités Régionales

Covid19 : Evolution de la situation

sanitaire. Après avoir ralenti la semaine dernière (- 2 %), le nombre de nouveaux cas hebdomadaires dans la zone AEOI se stabilise cette semaine (+ 10 058 contre + 10 081) alors que le rythme mondial ralentit fortement cette semaine (- 24 %). Au Soudan, le nombre de nouveaux cas hebdomadaires diminue après 2 semaines de hausse (+ 927 contre + 2 243 et + 2 963). Au Kenya, la situation continue de s'améliorer pour la 3^{ème}

Pays \ Date	Nombre de cas			Nombre de décès		
	17/1	24/1	31/1	17/1	24/1	31/1
Burundi	1 236	1 472	1 632	2	2	2
Comores	1 577	2 260	2 718	41	70	90
Djibouti	5 903	5 918	5 931	61	61	62
Erythrée	1 877	1 940	2 135	6	6	7
Ethiopie	130 772	133 298	137 021	2 029	2 063	2 091
Kenya	99 082	99 898	100 675	1 728	1 740	1 755
Madagascar	18 001	18 301	18 743	267	273	279
Maurice	547	556	568	10	10	10
Rwanda	10 850	12 647	15 118	140	172	193
Seychelles	689	1 033	1 186	1	3	3
Somalie	4 744	4 754	4 784	130	130	130
Soudan du Sud	3 693	3 773	3 961	63	64	64
Soudan	26 279	28 522	29 449	1 603	1 722	1 807
Tanzanie	509	509	509	21	21	21
Ouganda	38 085	39 044	39 553	304	317	324
Total AEOI	343 844	353 925	363 983	6 406	6 654	6 838

semaine consécutive avec 777 nouveaux cas (contre 1506 il y a 2 semaines) mais le nombre de cas cumulé franchit la barre symbolique des 100 000, dont seul l'Ethiopie avait dépassé le seuil en novembre 2020 dans l'AEOI. Pour la 5^{ème} semaine d'affilée, les nouveaux cas hebdomadaires augmentent au Rwanda et atteignent 2 471, contre 1 797 et 1 389 les 2 dernières semaines.

* Le nombre de cas reportés par l'OMS peut subir, compte tenu des délais de transmission, un léger décalage avec les données nationales, variable pour chaque pays. Aussi, la stabilité du nombre de cas en Tanzanie reflète l'arrêt de la comptabilisation par le gouvernement depuis fin avril.

Publication du Corruption Perception Index 2020 de Transparency international.

La région AEOI réunit à la fois les deux pays dont la corruption est perçue comme la plus importante dans le monde (Somalie et Soudan du Sud, tous deux à égalité à la dernière place du classement) et le pays présentant l'indice de corruption le plus faible du continent (Seychelles, 27^{ème} place). Ces différences s'expliquent en partie

Pays	Score (/100)	Evolution depuis 2012	Classement (/179)	Evolution depuis 2012
Seychelles	66	14	27	24
Mauritius	53	-4	52	-9
Rwanda	49	-4	49	1
Ethiopie	38	5	94	19
Tanzanie	38	3	94	8
Kenya	31	4	124	15
Djibouti	27	-9	142	-48
Ouganda	27	-2	142	-12
Madagascar	25	-7	149	-31
Comores	21	-7	160	-27
Erythrée	21	-12	160	-10
Burundi	19	0	165	0
Soudan	16	3	174	-1
Somalie	12	4	179	-5
Soudan du Sud	12	n.a.	179	n.a.

par la diversité des contextes politiques, économiques et sécuritaires de la région, et par l'interdépendance plus forte de certains pays (Etat de la Communauté de l'Afrique de l'Est) par rapport aux Etats insulaires notamment. Ainsi les Etats instables (Somalie, Soudan du Sud) ou économiquement fermés (Erythrée, 160^{ème} place) connaissent un indice de corruption élevé, là où les économies plus ouvertes davantage orientées vers les services et le tourisme (Seychelles, Maurice) semblent moins touchées.

Actualités pays

BURUNDI

Dialogue avec l'UE concernant la levée des sanctions. Le gouvernement burundais et l'Union Européenne ont débuté, mardi 2 février à Bujumbura, des négociations concernant la levée des sanctions budgétaires prises contre le pays au début de la crise de 2015, notamment pour « de graves violations des droits de l'homme ». Pour mémoire, l'UE avait dans un premier temps dirigées ses sanctions contre plusieurs personnalités du régime, dont l'actuel n°2 du gouvernement et ministre de l'intérieur. Puis, en mars 2016, l'UE avait annoncé la suspension de toute aide directe au gouvernement alors que celle-ci était le principal bailleur du pays, avec notamment 430 MEUR prévu entre 2016 et 2021.

COMORES

Un plan national de gestion des déchets à l'étude. Lors d'une conférence de presse qui s'est tenue à l'issue d'un conseil des ministres du 20 janvier 2021, le ministre en charge de l'environnement a indiqué qu'un plan de gestion des déchets serait prochainement finalisé. Un memorandum avec une société sud-africaine devrait être signé pour apporter une réponse à la problématique de la gestion des déchets sur l'ensemble des îles de l'archipel.

DJIBOUTI

Futur hub régional pour les TIC. Alors que Djibouti s'était positionné en tant que hub portuaire et logistique dans la corne de l'Afrique, avec des ambitions affichées sur l'Afrique de l'Est, le pays entend désormais devenir une plateforme des télécommunications régionale. Ainsi, en 10 ans, Djibouti aurait investi près de 200 MUSD dans ses infrastructures de télécommunications : connexions haut-débit vers l'Éthiopie et la Somalie, infrastructures de stockage de données numériques, connexion à 8 câbles sous-marins dont DARE 1 et DARE 2 pour lesquels *Djibouti Telecom* – seul opérateur national - constitue l'actionnaire principal. Les médias rapportent que *Djibouti Telecom* souhaiterait multiplier par 4 son chiffre d'affaires d'ici 2025, estimé à 120 MUSD en 2019. Depuis 2014, la possibilité d'ouverture du capital de

Djibouti Telecom à des opérateurs privés est évoquée régulièrement, projet rappelé par les autorités djiboutiennes en 2020.

ERYTHREE

Soutien de l'OMS pour la santé maternelle et néonatale. Afin d'assurer la continuité des services de santé essentiels pour la santé maternelle et néonatale, l'OMS Érythrée a remis des fournitures d'une valeur de 45k EUR pour renforcer les services des « maisons d'attente de maternité ». Établissements résidentiels où les femmes qui vivent dans des zones géographiques éloignées sont hébergées avant d'accoucher dans des établissements de santé, les maisons d'attente de maternité ont été introduites en 2007 dans les régions difficiles d'accès du sud du pays avec le soutien de l'OMS. Cette aide s'inscrit dans le cadre du soutien de cette organisation au ministère de la Santé érythréen. Le montant total d'APD reçue par l'Érythrée en 2018 était en hausse de 6 %, pour un total de 84,2 MUSD, dont 1,16 MUSD par l'OMS.

ETHIOPIE

Approbation et présentation du plan de développement « 10 year Perspective Plan ». Le Conseil des ministres a approuvé, le 11 décembre 2020, la stratégie décennale *10 year Perspective Plan* élaborée par le *National Planning and Development Commission*. Ce plan à 10 ans, qui prend la suite des *Growth and Transformation plans* (GTP) a été présenté à la communauté internationale fin janvier. Fondé sur 10 piliers stratégiques, le plan vise à faire de l'Éthiopie, d'ici 2030, un pays à revenu intermédiaire, à réduire le taux de pauvreté (de 19 % à 7 %), à accroître le PIB par habitant (à 2 200 USD/hab. contre 856 USD actuellement) et à assurer un accès universel à l'eau potable et l'électricité. Néanmoins, le document s'appuie sur le postulat que la croissance économique se maintiendrait autour de 10 % par an sur les 10 prochaines années, alors que les prévisions FMI le situent à environ 8 % sur la même période.

KENYA

Connexion du parc éolien de Kipeto (100 MW) au réseau national d'électricité. Après deux ans de travaux, le producteur indépendant d'électricité *Biotherm Energy*, a connecté le nouveau parc éolien de Kipeto, situé dans le comté de Kajiado, au réseau de la compagnie publique *Kenya Power* (KPLC). La société de projet, *Kipeto Energy*, a signé un contrat d'achat d'électricité d'une durée de 20 ans avec KPLC, à un tarif de 0,12 USD/kWh. Le parc éolien de Kipeto, deuxième installation de ce type au Kenya, est composé de 60 turbines fournies par *GE Renewable Energy*, capables de produire 1,7 MW chacune pour une capacité totale de 100 MW. *Biotherm Energy* a également installé une ligne haute tension (220 kV) pour transporter l'électricité produite jusqu'à la sous-station d'Isinya. Le montant total du projet s'élève à 344 MUSD.

Ambition du gouvernement de raccorder à l'électricité plus de 2,4 millions de foyers. Afin de se rapprocher de son objectif ambitieux d'accès universel à l'électricité d'ici fin 2022, le gouvernement kényan prévoit de raccorder 2,4 millions de foyer, au cours de l'année fiscale 2021-2022, grâce au réseau national et à des solutions hors-réseau. Le gouvernement kényan ambitionne également de construire plus de 3 000 km de lignes de transmission et 45 sous-stations, afin de renforcer la stabilité du réseau de distribution d'électricité. Les installations qui seront mises en place s'inscrivent dans le programme « Last Mile Connectivity Project », qui a déjà donné accès à l'électricité à plus de 7,2 millions de foyers depuis son lancement en 2015.

La crise COVID-19 accélère et renforce le développement du E-commerce et du Mobile Money. Selon *Statista*, une société allemande spécialisée dans les enquêtes industrielles, le Kenya comptait, en septembre 2020, 46,8 millions d'internautes, soit un taux de pénétration d'internet à 87,2 %, l'un des plus importants d'Afrique. Ce niveau de pénétration d'internet est devenu un catalyseur économique essentiel pendant la pandémie, favorisant le maintien des activités et l'adoption de nouvelles méthodes de travail. Selon le

Rapport numérique mondial, Nairobi confirme sa position de centre technologique le plus dynamique d'Afrique de l'Est. La croissance du commerce électronique a fourni aux consommateurs un autre canal d'achat de biens et de services auprès des commerçants ayant une présence en ligne. Ce phénomène s'est fortement accéléré durant la pandémie et s'observe également dans le domaine des transactions financières. Selon les données de la banque centrale du Kenya, le nombre de transactions par carte bancaire s'est élevé à près de 60 millions sur les 11 premiers mois de 2020, soit un ralentissement de 16,3 % par rapport à 2019. Le nombre de transactions en *mobile money* a par contre explosé sur la même période pour atteindre 4,4 Mds, soit une augmentation de 160 % par rapport à 2019. Le montant total des transactions a quant à lui augmenté de 26 % pour atteindre 5000 Mds KES sur 11 mois (45,3 Mds USD). Encouragé même pour les petites sommes par les pouvoirs publics en période de COVID-19, l'usage du mobile money a ainsi porté le montant moyen des transactions à environ 1100 KES (soit environ 10 USD).

MADAGASCAR

Amélioration dans le classement de *Transparency International* sur la perception de la corruption.

Avec une note de 25/100, Madagascar a amélioré son score d'un point par rapport à l'année dernière et gagne 9 places au classement mondial en atteignant le 149^{ème} rang. Issu d'une combinaison de 13 enquêtes et sondages, le classement publié hier se rapporte à la perception de la corruption en 2019. La note de Madagascar reste en dessous de la moyenne des Etats d'Afrique sub-saharienne qui est de 32/10. L'association *Transparency International Madagascar* suggère le renforcement des organismes de contrôle et la préservation de l'indépendance du système anticorruption.

MAURICE

Projets d'aménagement dans la zone industrielle de Riche Terre pour plus de 830 MEUR. Une cinquantaine de terrains ont été loués à des opérateurs économiques exerçant des activités de fabrication, de transformation d'aliments, de services à caractère industriel, de logistique, de bureaux et de commerce mixte. Un investissement de près de 830 MEUR est prévu dans les 4 prochaines années qui permettrait de créer plus de 2 500 emplois. Des terrains ont été loués à *HV International* pour mettre en place des entrepôts et des installations logistiques pour ses propres filiales et pour louer à des opérateurs locaux. *Les Moulins de la Cité Limited* vont procéder à la construction, au développement et à la gestion de 33 600 m² d'entrepôts sur une superficie de 10,7 hectares de terrain.

UGANDA

Rapport sur la performance économique de décembre 2020. Selon le rapport sur la performance économique de décembre 2020, l'exécution budgétaire a permis de dégager en décembre 2020 un excédent (hors subvention extérieure) d'une valeur de 396,7 Mds UGX (108,2 MUSD), contre un déficit prévu de 21,2 Mds UGX (5,7 MUSD), reflétant une baisse des dépenses et un léger excédent des recettes perçues au cours du mois. Les recettes intérieures se sont élevées à 2 497,7 Mds UGX (681,2 MUSD), dépassant de 20,7 Mds UGX (5,7 MUSD) l'objectif mensuel, imputable principalement aux taxes sur le commerce international et les impôts intérieurs directs. Les dépenses ont atteint 2.226,8 Mds UGX (607,3 MUSD) contre 2 602,8 Mds UGX (709,9 MUSD), soit une sous-exécution de 85,6 %, principalement en raison de la baisse des dépenses de développement du fait d'une faible absorption de l'aide projet financé par l'extérieur. Toutefois, les autres dépenses récurrentes et les arriérés intérieurs étaient supérieurs au programme pour le mois. La performance en matière d'arriérés reflète l'engagement du gouvernement de régler un volume plus important d'arriérés, en réponse à la crise sanitaire.

RWANDA

Extension du confinement de la capitale. Afin de contenir la propagation de la Covid-19, le cabinet a annoncé, mardi 2 février, prolonger le confinement de Kigali pour une nouvelle semaine reconductible,

jusqu'au 8 février. En effet, alors que la capitale concentre la majorité des nouvelles infections de Covid, les nouvelles contaminations dans le reste du pays diminuerait selon les autorités sanitaires nationales. Le mardi 2 février, le taux de positivité s'établissait à 5,4 % des tests effectués alors que le taux de récupération s'établissait à 68,4 %. Le Rwanda a jusqu'à présent enregistré 15 688 cas de Covid-19 depuis mars, tandis que 205 personnes ont succombé au virus.

SEYCHELLES

Avance de la Banque centrale des Seychelles de près de 24 MUSD. La Banque centrale des Seychelles (CBS) a approuvé une avance de 23,6 MUSD au gouvernement pour l'aider dans ses dépenses budgétaires pour 2021. La gouverneure de la Banque centrale, Caroline Abel, a déclaré le 29 janvier dernier que la réalité économique des Seychelles étant encore difficile. Reconnaisant que « l'avance est de l'argent neuf mis dans le système et qui n'a donc pas été produit par des activités économiques », la gouverneure a souligné la nécessité de mettre en œuvre ce dispositif d'une manière prudente afin de ne pas affecter la stabilité des prix qui doit rester un des objectifs de l'institution.

SOMALIE

Discussion d'urgence avec les Etats fédéraux sur fond de crise électorale. Le président du pays, Mohamed Abdullahi "Farmajo", dont le mandat se termine le 8 février, a convoqué une réunion urgente de 3 jours avec les dirigeants des Etats fédéraux pour tenter de sortir de l'impasse électorale et éviter une crise. Les élections législatives et présidentielles, initialement prévues en décembre 2020 et en février 2021 respectivement, ont été reportées à deux reprises en raison de désaccords sur les modalités des élections entre le gouvernement central et les Etats fédéraux. Le mandat du parlement ayant déjà expiré il y a un mois, et à moins d'une semaine de la fin du mandat présidentiel, les chances de voir les parties prenantes trouver un accord sur le processus électoral restent faibles, et des violences sont possibles si le Président se maintient au pouvoir de façon unilatérale.

SOUDAN

Conférence des Amis du Soudan. Cette réunion qui s'est tenue jeudi 28 janvier a été présidée par l'Allemagne. Le Soudan était représenté par le numéro deux du gouvernement, Dr Omer Manis, et par sa ministre des finances par intérim, Dr Hiba Mohamed Ali Ahmed. Les discussions ont porté sur la transition politique, y compris le processus de paix, les réformes économiques (notamment l'unification des taux de change) et le soutien international. Les principales institutions internationales étaient représentées (FMI, Banque Mondiale, Union Européenne, Nations Unies, Union Africaine, Banque africaine de développement, de l'Union africaine, Ligue des États arabes) tout comme 17 pays parmi lesquels les Etats-Unis, la France, l'Arabie saoudite, et les Émirats arabes unis. La France accueillera le 17 mai 2021 à Paris, une conférence de haut niveau sur le Soudan incluant un volet politique, une composante économique avec la tenue d'un forum des affaires et une composante culturelle.

SOUDAN DU SUD

Le Soudan du Sud parmi les pays les plus corrompus du monde en 2020. Selon le classement 2020 de *Transparency International*, le Soudan du Sud arrive à la 179^{ème} position sur 180 pays étudiés dans le rapport. L'indice 2020 se base sur les évaluations d'experts et des enquêtes pour classer les pays et territoires en fonction de leur niveau perçu de corruption dans le secteur public. Selon *Transparency International*, le classement du Sud-Soudan, similaire à celui de 2019, témoigne de l'impunité dont jouissent les dirigeants dans la gestion des ressources publiques. Selon la commission des Nations unies sur les droits de l'homme au Sud-Soudan, 36 MUSD auraient été détournés par des fonctionnaires et des hommes politiques de haut rang depuis 2016.

TANZANIE

La construction d'un nouveau port commercial à Zanzibar réalisé par Oman. Le 28 janvier, un protocole d'accord (MoU) a été signé entre le gouvernement de Zanzibar et l'Autorité d'investissement d'Oman pour la construction du port polyvalent de Mangapwani, dans le nord de l'île. Le projet prévoit la construction d'un port doté de plusieurs terminaux, capables d'accueillir des porte-conteneurs et bateaux de pêche et d'assurer le transport du gaz naturel et de produits pétroliers (importations visées). Ce projet s'inscrit dans la politique d'économie bleue mise en œuvre par le gouvernement de l'archipel qui assure en ce sens que le projet Mangapwani ne compromet pas les deux autres projets portuaires : la construction d'un nouveau port de pêche à Mpiga Duri (Mtoni évoqué par ailleurs) et la transformation du port commercial Malindi à Stone Town en un port de plaisance à vocation touristique uniquement.

Réduction de la valeur comptable du projet GNL d'Equinor de 982MUSD. L'entreprise norvégienne a décidé de déprécier la valeur du projet (exploitation en offshore à hauteur de Lindi, au sud du pays) car il est estimé non compétitif au sein de son portefeuille mondial. En cause, selon *Equinor*, la chute des cours mondiaux du gaz et la remise en cause du cadre commercial tanzanien. Le projet a été initialement signé en 2007 sous la forme d'un Production-Sharing Agreement (PSA) avec la *Tanzania Petroleum Development Corporation* (TPDC), *Equinor* détenant 65 % du projet et *ExxonMobil*, 35 %. Depuis 2019, les négociations sont suspendues pour renégociation des contrats initiaux à l'initiative des autorités tanzaniennes. Le gouvernement a déclaré qu'il n'avait pas été informé de cette décision.

CONTACTS

SER de NAIROBI

Kenya, Somalie, Burundi

Page pays : [Kenya](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN Jerome.BACONIN@dgtresor.gouv.fr



SE de TANANARIVE

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Frédéric CHOBLET frederic.choblet@dgtresor.gouv.fr



SE D'ADDIS ABEBA

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#)

Contact : Anne-Brigitte MASSON anne-brigitte.masson@dgtresor.gouv.fr



SE de KAMPALA

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#)

Contact : Suzanne KOUKOU PRADA suzanne.koukouprada@dgtresor.gouv.fr



SE DE DAR ES SALAM

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Philippe GALLI Philippe.GALLI@dgtresor.gouv.fr



SE de KHARTOUM

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Rafael SANTOS Rafael.SANTOS@dgtresor.gouv.fr



AMBASSADE DE FRANCE AU RWANDA

Rwanda

Ambassade de France au Rwanda : <https://rw.ambafrance.org/>

Contact : Lina BEN HAMIDA lina.ben-hamida@diplomatie.gouv.fr

